



Une situation économique très incertaine

Comme prévu, l'évolution du PIB en France a été positive au troisième trimestre, à hauteur de + 0,3 %, ce qui a notamment permis de limiter le recul de l'emploi. Bien que cet indicateur témoigne de l'arrêt de la dégradation économique, il cache une reprise qui demeure encore fragile. Un grand nombre de secteurs et de métiers connaissent des difficultés comme le BTP, le transport ou encore les industries mécaniques. Les fonctions d'encadrement sont durement touchées même si l'Apec¹ nuance quelque peu la situation en évoquant « des contrastes sectoriels ». Dans ce contexte, les personnes très expérimentées sont préférées aux jeunes diplômés.

Autre élément d'inquiétude pointé par la cellule de veille : l'évolution du nombre de défaillances d'entreprises puisqu'en un an, les liquidations judiciaires ont enregistré une envolée de 40 % sur le territoire rennais.

Pour autant, plusieurs facteurs sont source d'optimisme. Des gains d'opportunités sont constatés dans la comptabilité, l'audit, les ressources humaines, les services administratifs ou encore le conseil/management. Le développement de ces fonctions support pour la première fois depuis des mois, pourrait refléter, s'ils se confirmait, une position nouvelle d'entreprises plus enclines à se projeter à moyen terme. Enfin, alors que les nouvelles technologies (terminaux, réseaux, logiciels) amènent vers un nouveau paradigme informatique, comme l'informatique à la demande², il convient de réinterroger la stratégie de certaines SSII³ rennaises créées il y a dix ans, sur des bases peu diversifiées autour des télécommunications.



¹ Agence pour l'emploi des cadres.

² Traduction littérale de cloud computing.

³ Société de service en ingénierie et en informatique.

Des indicateurs nationaux à prendre avec précaution

Comme l'avaient envisagé les analystes de l'Insee, à l'instar du trimestre précédent l'évolution du PIB en France a été positive au troisième trimestre. La progression a néanmoins été plus faible qu'escomptée à hauteur de + 0,3 %. Après quatre reculs trimestriels consécutifs, cette inversion de tendance de l'indicateur de création de richesse, permet de limiter la destruction de l'emploi. Sur la période allant de juillet à septembre, le solde d'emploi est négatif de « seulement » 5 500, soit un niveau très éloigné du pic atteint au premier trimestre : - 186 000 emplois.

Si ces indicateurs témoignent au minimum de l'arrêt de la dégradation, ils peuvent laisser entrevoir les premiers signes de reprise économique, signes qu'il faut toutefois prendre avec précaution. En effet, la décomposition de l'évolution du PIB met en exergue que celle-ci s'explique pour l'essentiel par le soutien à la filière automobile⁴. Par ailleurs, la moindre destruction d'emplois serait due, pour partie, au développement de l'intérim. Cet élément est confirmé au niveau local par Randstad⁵ qui constate une reprise de son activité intérimaire dans la sous-traitance automobile : « *les industriels utilisent l'intérim pour faire face au rebond d'activité lié à la prime à la casse, mais également dans l'attente d'une recomposition du marché qui devrait s'effectuer sur deux ans* ».

« La décomposition de l'évolution du PIB met en exergue que celle-ci s'explique pour l'essentiel par le soutien à la filière automobile »

Et l'agence intérimaire de rajouter qu'il y a actuellement une certaine pénurie de personnes qualifiées car beaucoup sont encore inscrites dans le cadre des PSE⁶ engagés et ne sont en conséquence pas disponibles.

De nombreuses interrogations demeurent quant à la pérennité de la reprise. Pour HSBC France, le produit intérieur brut devrait connaître une nouvelle croissance lors du 4^{ème} trimestre grâce au plan de relance, mais la conjonction de quatre éléments plaide pour l'anticipation d'une croissance quasi nulle pour 2010 :

- La fin des effets du plan de relance, « *les investissements publics n'ayant pas vocation à se poursuivre en 2010* » ;
- Pas de croissance des salaires compte tenu de la progression du chômage, ce qui ne permettra pas de soutenir la consommation

des ménages « *qui constitue traditionnellement le moteur de l'économie française* » ;

- L'investissement des entreprises devrait continuer de reculer selon l'Insee ;
- Un secteur privé qui va se concentrer sur son objectif de désendettement.

D'autres analystes sont moins pessimistes. Le Consensus forecast⁷ table sur + 1,1 % et l'OCDE sur + 1,4 %. Mais, dans tous les cas, la croissance ne permettrait pas d'enrayer la courbe du chômage. Le taux de chômage pourrait atteindre 11 % en France en 2010 (contre 9,5 % actuellement).

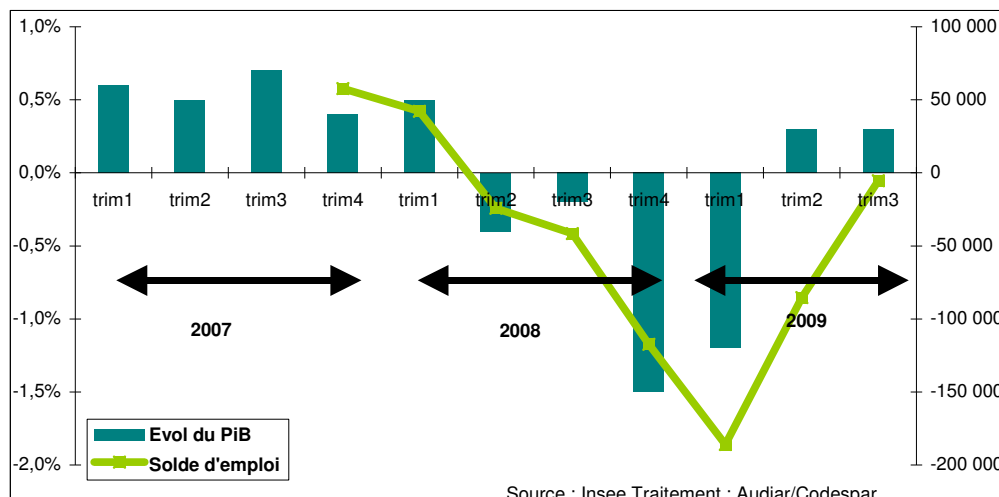
⁶ Plan de sauvegarde de l'emploi.

⁷ Club d'économistes en charge d'estimer la croissance des PIB nationaux.

⁴ Aux 2/3 selon certains analystes.

⁵ Anciennement Vedior Bis.

Evolution du PIB et du solde d'emploi – France



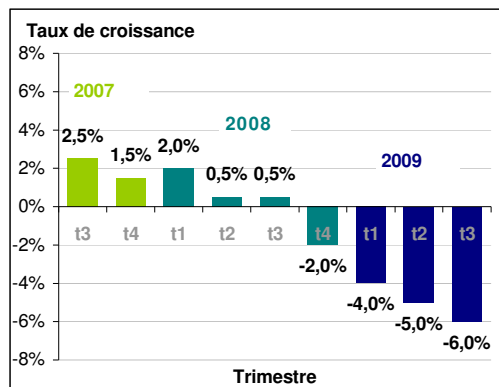
Source : Insee Traitement : Audiar/Codespar

Confirmation des difficultés dans un grand nombre de secteurs et de métiers

Les évolutions du chômage sur la zone d'emploi de Rennes entre septembre 2008 et septembre 2009, confirment la dégradation constatée avant l'été. La situation s'est même aggravée pour les métiers du bâtiment et des travaux publics, du transport et de la logistique, de la distribution et de la vente, et des services à la personne. Ces métiers représentent à eux seuls la moitié de la progression du chômage de l'ensemble du marché du travail du bassin. Sur le plan économique, la Fédération des industries mécaniques estime qu'au niveau national, après une année 2009 qui devrait être très mauvaise (- 10/ - 12 %), l'activité devrait connaître un rebond limité en 2010 (+ 2/3 %). Or, compte tenu du délai nécessaire pour que la reprise économique ait des répercussions en matière d'emplois, il est vraisemblable que cette filière enregistrera des soldes déficitaires d'emploi importants en 2009 (- 5 %), mais aussi en 2010 (au-delà de 5 % selon la branche). D'autres secteurs ne donnent toujours pas les signes de reprises escomptés. C'est le cas notamment du transport routier ou de l'informatique (hors logiciel et internet, voir supra). Quant au secteur de la construction, la Capeb⁸ a revu ses prévisions 2009 à la baisse concernant l'artisanat, tablant sur un recul de 6 % au 3^{ème} trimestre. Pour la Fédération française du bâtiment d'Ille-et-Vilaine (FFB), « d'une façon plus générale la situation semble stabilisée à un niveau très bas pour le logement (- 29 % de logements autorisés sur un an, dont - 44 % pour le collectif). La chute semble enrayée pour le non résidentiel et l'entretien/amélioration est orienté légèrement à la baisse ». Selon KPMG, ce secteur aurait perdu 15 000 salariés cet été en France (en solde net), soit au total 48 500 sur un an (- 3,3 %).

« les métiers du BTP, du transport, de la vente, et des services à la personne [...] représentent à eux seuls la moitié de la progression du chômage de l'ensemble du marché du travail du bassin rennais »

Evolution de l'activité des petites entreprises et de l'artisanat du bâtiment – France



Source : Capeb

La plate-forme Activ'emploi confirme que l'inquiétude des chefs d'entreprise du bâtiment du bassin grandit dans un contexte de réduction forte de visibilité sur les carnets de commande (2 à 3 mois selon la FFB). Cela exacerbe la concurrence qui se traduit à trois niveaux :

- par les prix, ce qui aggrave la situation de la

trésorerie de certaines entreprises et les rend particulièrement vulnérables ;

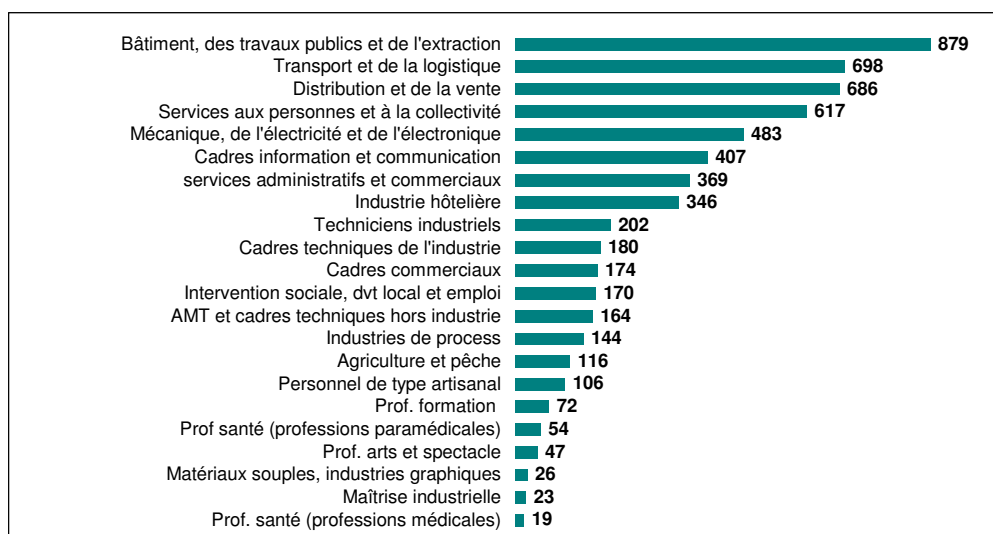
- géographique (concurrence accrue des entreprises des Côtes d'Armor notamment) ;
- sur la segmentation des marchés (porosité de plus en plus importante entre le marché du neuf et de la rénovation).

Au final, selon la FFB « un accroissement sensible des pertes d'emplois et des dépôts de bilan est à craindre pour cet hiver ». La cellule de veille alerte tout particulièrement sur les métiers d'électriciens.

Enfin, les métiers d'encadrement sont très impactés et tout particulièrement les cadres de l'informatique et de la communication, les cadres techniques de l'industrie et les cadres commerciaux. Cette tendance n'est pas l'apanage du bassin rennais, puisque l'enquête Apec (Agence nationale pour l'emploi des cadres), menée au niveau national en octobre 2009 évoque « un marché des cadres toujours en repli » même si elle modère en parlant de « contrastes sectoriels ». Au premier chef des secteurs connaissant des difficultés en matière d'encadrement, on retrouve, toujours selon l'Apec, l'industrie « sinistrée » tout comme le commerce et le transport.

⁸ Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment.

Evolution annuelle (en volume) du chômage - Situation à fin sept. 2009 – Zone d'emploi de Rennes



Source : Pôle emploi - Traitement : Audiari/Codespar

L'autre effet de la crise en matière de recrutements de cadres concerne les moins expérimentés. « *Les perspectives de recrutement de jeunes diplômés, déjà fortement préoccupantes depuis plusieurs trimestres, atteignent aujourd'hui un niveau historiquement bas* ». A l'inverse, par souci de recherche de plus grande opérationnalité et d'autonomie, les entreprises privilégient actuellement l'embauche de cadres très expérimentés.

Une filière agroalimentaire en demi-teinte

L'Apecita note une consommation des intrants de la filière en chute de 25 % qui impacte très fortement le segment agro-alimentaire et le pousse à se restructurer. C'est pourquoi, on constate une recrudescence des exigences lors des recrutements dans ce segment, à la recherche de personnes expérimentées capables de faciliter cette mutation. Par ailleurs, cette baisse de consommation exacerbe les besoins de commerciaux en capacité de trouver des marchés avec le monde agricole.

L'horizon de la filière agro-équipement semble également assez sombre. Pour l'observatoire des IAA⁹ de Bretagne, les mécanismes comptables et fiscaux ont contribué à limiter la baisse des investissements des entreprises en 2009. Mais qu'en sera-t-il en 2010 si l'on considère que les moindres bénéfices générés en

agriculture risquent de réduire les marges de manœuvres financières pour l'investissement ?

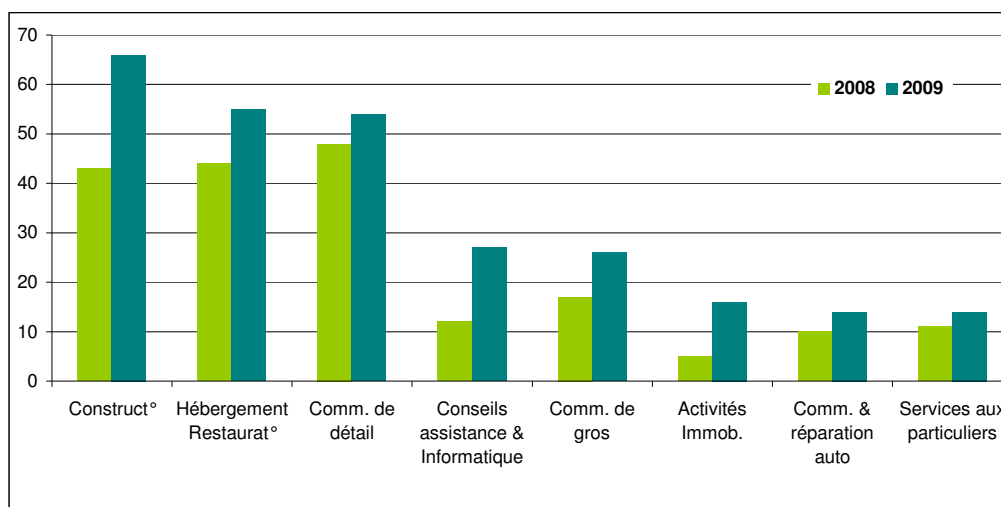
Pour l'Apecita, la réglementation en matière environnementale génère mécaniquement des besoins d'emplois. Toutefois, elle note que les profils recherchés sont extrêmement pointus. Souvent de niveau Ingénieur ayant une sensibilité environnementale, les métiers proposés sont très techniques (gestion des déchets, énergies renouvelables, transferts d'énergie, thermie,...) ce qui exacerbe les difficultés à recruter.

Plus généralement, pour l'Observatoire des IAA, la légère baisse d'effectifs dans le secteur est toujours davantage la conséquence des restructurations qui se poursuivent (notamment les rapprochements entre le secteur coopératif et le secteur privé), que du ralentissement conjoncturel. Le carnet de commande est jugé stable même s'il demeure à un niveau modeste. Il est vraisemblable que la consommation de produits alimentaires repartira à la hausse en cette fin d'année, à l'instar de ce qui s'était passé en 2008, et redynamisera la production. Les analyses de la Banque de France vont dans le même sens puisque selon l'enquête menée auprès des industriels bretons, ces derniers anticipent « *un accroissement de la production à terme rapproché* ». Cependant, l'Observatoire IAA alerte sur plusieurs points :

- La loi de modernisation de l'économie a contenu l'évolution des prix sur un an, ce qui n'a pas permis d'accroître les chiffres d'affaires ;
- Les industriels font preuve d'une certaine frilosité quant à leurs investissements prévus pour 2010 ;
- La vigilance reste de mise concernant l'issue du dossier Entremont Alliance.

⁹ Industries agroalimentaires

Evolution du nombre de liquidations judiciaires sur la circonscription CCI – principaux secteurs concernés



Source : CCI Rennes Bretagne

Un nombre de créations d'entreprise stable, mais des défaillances en hausse de 40 %

Selon la CCI Rennes Bretagne, le niveau des immatriculations et des radiations d'établissements (intégrant les reprises et les transferts) sur les 9 premiers mois de l'année est assez proche de celui atteint en 2008 sur la même période (+ 1 % d'immatriculations, - 3 % de radiations). La CCI précise que le nombre d'immatriculations est par contre largement négatif si on exclut le statut d'auto-entrepreneur (- 17 %), « ce qui laisse penser qu'il y a un phénomène de transfert vers le nouveau statut en matière de créations d'entreprises ». Le second enseignement de l'analyse vient de la durée de vie des établissements, qui s'est réduite. Alors qu'en 2004, les établissements radiés avaient en moyenne 7,4 années d'existence, celle-ci n'est plus que de 6,9 en 2009.

Mais l'alerte vient surtout de l'évolution du nombre de défaillances, puisqu'en un an les liquidations judiciaires ont enregistré une envolée de 40 %. Aux premiers rangs on retrouve le bâtiment (+ 53 %), l'hôtellerie/restauration (+ 25 %) et le commerce de détails¹⁰ (+ 12 %).

¹⁰ Supérettes, commerces spécialisés...

Des facteurs d'optimisme

Pour la Banque de France, « les carnets de commandes demeurent largement en dessous du niveau jugé souhaitable [mais] au cours des prochains mois, la production devrait continuer de se redresser »¹¹. Elle reste malgré tout pessimiste concernant l'emploi en précisant que « cette augmentation ne se traduirait pas au niveau des effectifs dont l'effritement se prolongerait, voire s'amplifierait ». Randstad dresse la même analyse en parlant de « stabilisation de son activité à un point bas », mais aussi de fonctions qui se portent bien dans le médical, la distribution, les techniciens de la banque ou encore les métiers de commerciaux (expérimentés), ces derniers étant traditionnellement « un signe positif concernant la stratégie des entreprises ».

Plusieurs baromètres passent progressivement « au vert ». L'Aphec évoque des signes de reprise de l'embauche de cadres dans l'ingénierie, la recherche/développement, l'audit/conseil, la construction et le médico-social. De son côté, le *Monster de l'emploi*¹²

présente un indicateur en octobre « au plus haut depuis 6 mois » qui traduit « la croissance de l'activité des entreprises mais aussi un effet saisonnier favorable ». Outre la confirmation d'un

¹¹ « Tendances régionales, région Bretagne », Banque de France, novembre 2009.

¹² L'index *Monster de l'emploi* est un indicateur composite construit sur la base de millions d'offres d'emploi déposées en ligne. Cet indicateur est décliné par pays et par secteurs d'activité.

secteur santé qui demeure relativement invarient par rapport à la conjoncture, *Le Monster* pointe des regains d'opportunités dans la comptabilité, l'audit, les ressources humaines, les services administratifs et le conseil/management. Au-delà de cette bonne nouvelle pour l'emploi de ces fonctions support, la cellule de veille y voit les signes avant-coureurs reflétant une position nouvelle d'entreprises plus enclines à se projeter à moyen terme.

Vers un nouveau paradigme pour les TIC¹³ ?

La cellule de veille confirme qu'un certain pan de l'informatique est porteur de développement et de création d'emplois¹⁴ à un horizon de moyen terme (au-delà de 2 ans). Alors que le marché des logiciels et des services informatiques a été essentiellement soutenu par le secteur public ce qui n'a pas suffi à maintenir l'activité à flot en 2009, le Syntec informatique¹⁵ envisage un retour progressif de la croissance dans le courant de l'année 2010, vraisemblablement à partir de l'été et avec des effets sur l'emploi à compter de 2011. Plusieurs moteurs de la reprise sont pointés, comme la recomposition du paysage bancaire¹⁶ ou encore les innovations telles que les dossiers médicaux ou les technologies vertes (green IT). Le cabinet IDC, va plus loin en parlant de nouveau paradigme : « *Sept ans après le crash de la high-tech, l'industrie est fluidifiée par de nouvelles technologies (terminaux, réseaux, logiciels) qui nous amènent vers un nouveau paradigme informatique comme l'informatique à la demande (cloud computing)*¹⁷ ». A l'aune de cette analyse qui dépasse de très loin le seul territoire national, se profile un enjeu majeur pour le bassin rennais historiquement très axé sur les Technologies de l'information et de la communication. A cet égard, le directeur du développement économique de Rennes Métropole rappelle que des SSII rennaises importantes ont largement été créées il y a 10 ans pour répondre au marché des télécoms.

¹³ Technologies de l'information et de la communication

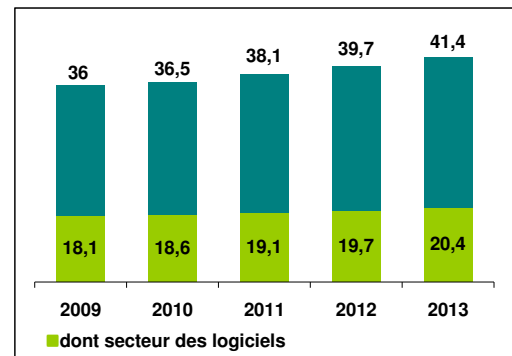
¹⁴ « Peu de perspectives de reprise de l'emploi dans les prochains mois », Codespar, septembre 2009

¹⁵ Syndicat patronal.

¹⁶ BNP Paribas/Fortis, Banque Populaire/Caisse d'épargne

¹⁷ Source : Les Echos.

Evolution des emplois dans la High-Tech



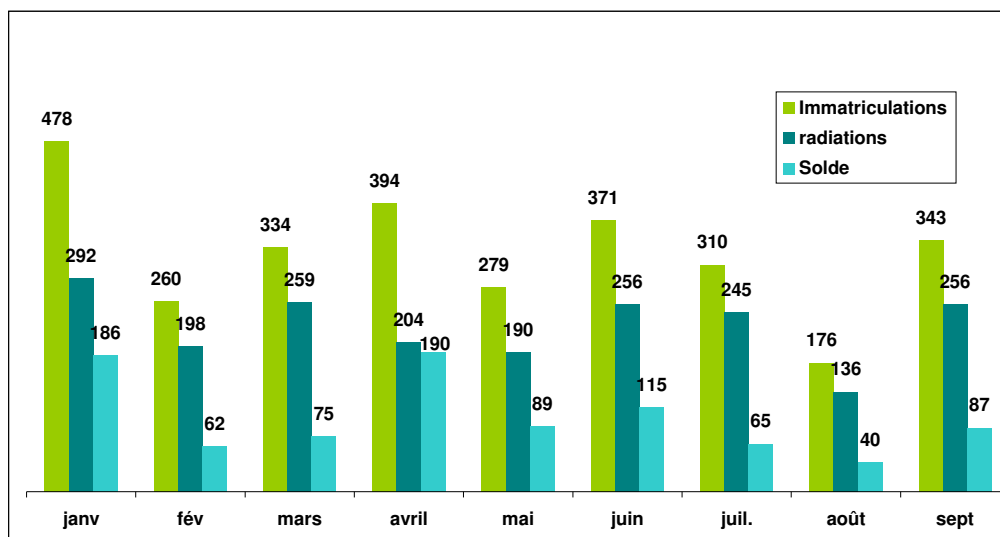
Source : IDC

Prévisions mondiales, en millions de salariés - Etude réalisée dans 52 pays.

Aujourd'hui cette activité se trouve fragilisée sur le territoire par un développement du « off shoring » conséquence d'une compétition « très dure » sur les coûts. La faible diversification de ces SSII *a contrario*, par exemple, de celles du territoire nantais, peut se révéler préjudiciable à leur développement voire à leur pérennisation sur le territoire de l'agglomération.

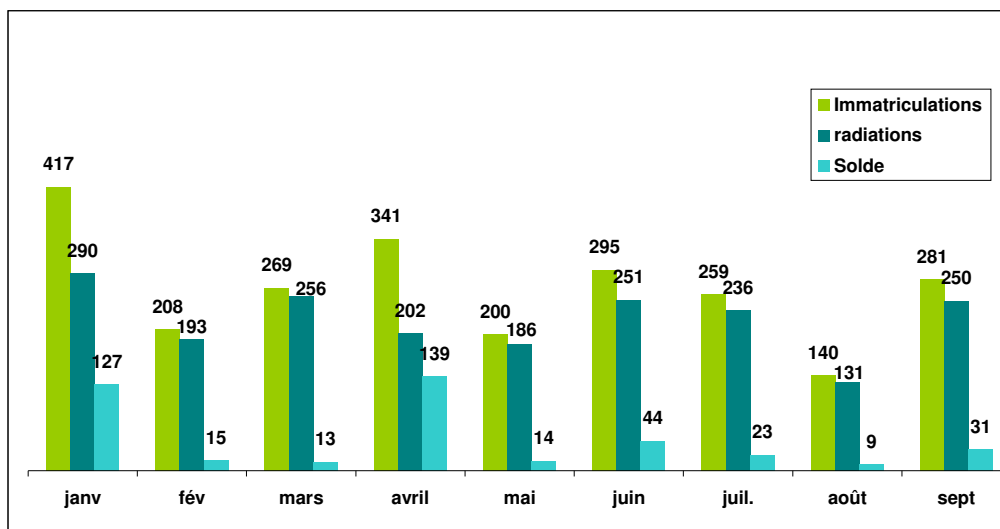
ANNEXES

**Immatriculations/radiations sur la circonscription de la CCI
(yc statut auto-entrepreneur)**



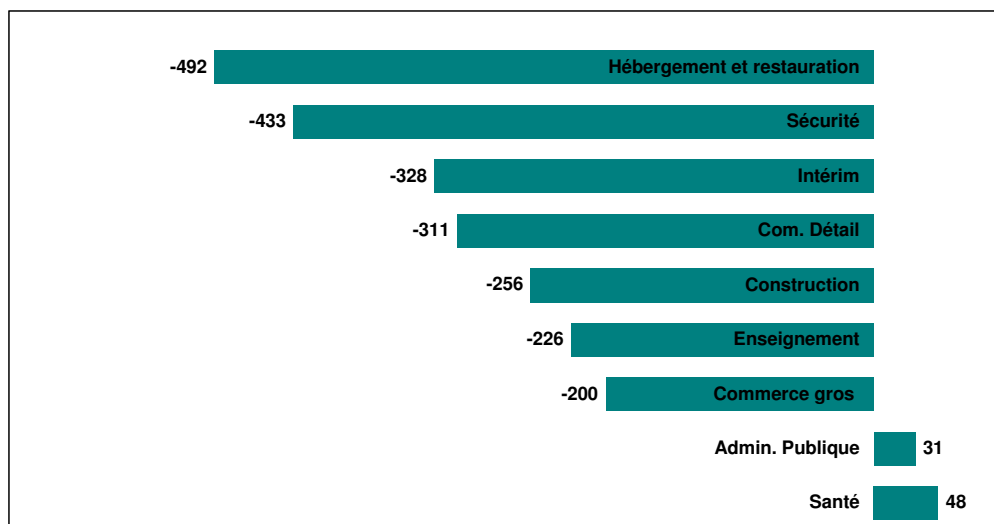
Source : CCI Rennes Bretagne

**Immatriculations/radiations sur la circonscription de la CCI
(hors statut auto-entrepreneur)**



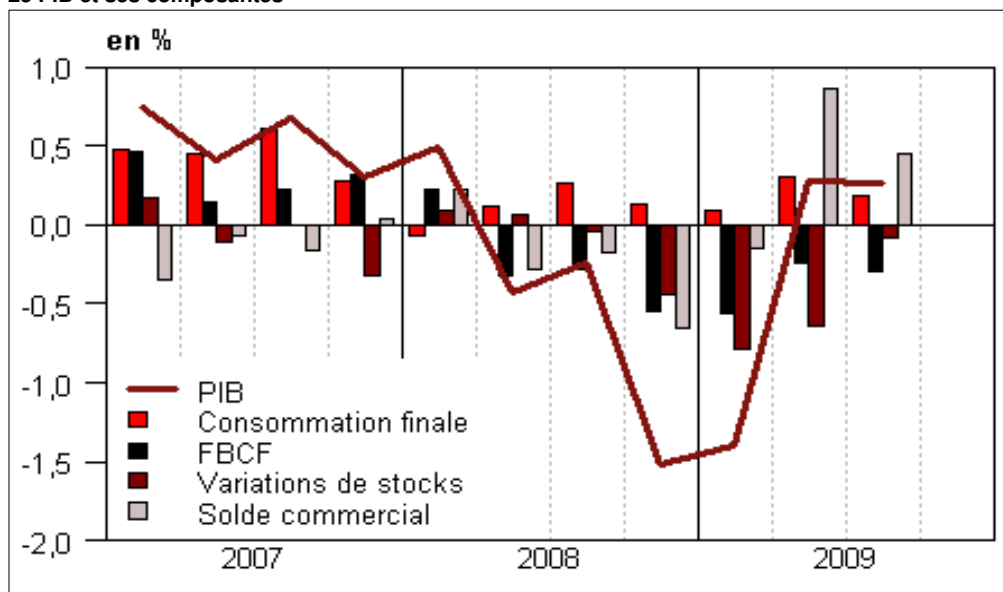
Source : CCI Rennes Bretagne

Principales évolutions du nombre d'offres d'emploi - trimestre glissant -ZE Rennes



Source : Pôle emploi
Traitement : Audiar/Codespar

Le PIB et ses composantes



Source : Insee

Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

variations t/t-1, en %, données cjo-cvs

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières

						acquis
	2008 T4	2009 T1	2009 T2	2009 T3	2008	2009
PIB	-1,5	-1,4	0,3	0,3	0,3	-2,4
Importations	-3,3	-6,0	-2,6	0,4	0,6	-10,2
Dép. conso. ménages	0,1	0,1	0,3	0,0	0,9	0,5
Dép. conso. APU*	0,3	0,0	0,5	0,7	1,1	1,4
FBCF totale	-2,6	-2,6	-1,2	-1,4	0,4	-6,9
dont ENF*	-2,9	-3,4	-1,0	-0,7	2,4	-7,2
dont ménages	-2,8	-2,2	-2,2	-2,9	-1,4	-8,9
dont APU*	-1,6	-0,8	0,2	-0,9	-4,5	-3,7
Exportations	-6,1	-7,4	0,6	2,3	-0,6	-11,1
Contributions :						
Demande intérieure finale hors stocks	-0,4	-0,5	0,1	-0,1	0,9	-0,8
Variations de stocks	-0,4	-0,8	-0,6	-0,1	-0,3	-1,6
Commerce extérieur	-0,7	-0,2	0,9	0,4	-0,3	0,0

Source : Insee

Variations t/t-1, en %, données cvs

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières

Objectifs et contexte de la cellule de veille conjoncturelle :

Par la réunion et le croisement des regards d'experts économiques locaux ou régionaux, généralistes ou sectoriels, le Codespar souhaite réussir à forger une analyse partagée de la situation économique du bassin et formuler un avis sur les impacts en temps réels et à court terme, de l'évolution économique conjoncturelle sur l'emploi. Les conclusions ressorties des analyses trimestrielles de la cellule seront soumises, entre autres, à la Plate-forme Activ'emploi de gestion territoriale des emplois et des compétences du bassin d'emploi de Rennes, chargée d'accompagner les mobilités professionnelles à l'échelle du territoire.

Cette cellule de veille conjoncturelle est une des composantes de l'axe « veille et redéploiement » mis en oeuvre par le Codespar et qui s'inscrit dans une volonté de porter un regard sur les mutations du territoire à tous les échelons temporels : rétrospectif, conjoncturel et prospectif.

Président de la cellule de veille conjoncturelle :

Jean Castel, Vice-Président du Codespar, Président du collège des Organisations Syndicales.

Membres de la cellule de veille conjoncturelle :

Mesdames Faucheux (Meif), Feltmann (CCI), Le Hir (Apecita), Louesdon (plate-forme Activ'emploi), Rouas (CMA), Salaün (Observatoire économique des IAA de Bretagne) et Messieurs Cerclé (FFBTP 35), Closier (CMA), Doudard (Banque de France), Fillon (Randstad), Jezequelou (CCI), L'Hoste (FFBTP 35), Morin (Cellule économique de Bretagne), Palard (Randstad), Richard (Syndex), Rouault (Rennes Métropole).

Contact :
Michaël BOIS
02 99 01 85 01
m.bois@audiar.org

Note téléchargeable sur le
site
www.paysderennes.fr

CODESPAR
4 avenue Henri Fréville
CS 40716
35207 RENNES Cedex 2

Tél. 02 99 01 86 57
Fax 02 99 01 86 69

Avec l'appui technique de l'Audiar.